

Chiapas, la nouvelle marche zapatiste

Douze ans après l'insurrection zapatiste de 1994, le sous-commandant Marcos effectue un deuxième "Zapatour", comme l'a dénommé la presse mexicaine, après celui de 2001, quand lui et ses compagnons de route s'étaient rendus dans une grande caravane depuis le Chiapas jusqu'à Mexico.

Juste un casque noir de moto à la place de la cagoule, c'est à la mode. Le chef médiatique de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a entamé hier un voyage de six mois à travers le Mexique dans le but, selon lui, de créer un "front politique alternatif national" face aux partis traditionnels.

Sous les caméras, il a quitté hier la municipalité dite "rebelle" de La Garrucha sur une moto immatriculée EZLN avec un casque noir sur la tête, pour marquer le début de ce "voyage politique" qui devrait le conduire dans les 32 Etats du pays d'ici à l'élection présidentielle de juillet. Le chef de l'EZLN était suivi par plus d'un millier de militants zapatistes, qui ont quitté La Garrucha à bord de camions, d'autocars et de voitures, en direction de San Cristóbal de las Casas, la capitale historique du Chiapas, première étape de cette "Autre Campagne".

Cette Autre Campagne électorale se veut pacifique, l'EZLN ayant renoncé il y a six mois aux "opérations militaires offensives", même s'il y a longtemps que celles-ci n'inquiètent plus l'Etat central mexicain. L'EZLN dit rejeter en bloc tous les partis mexicains, y compris le Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche), dont le candidat à la présidentielle, Andrés Manuel López Obrador, est donné favori dans les sondages. Tout au long de la tournée du sous-commandant Marcos, qui se présente désormais comme "le délégué zéro", sa sécurité sera assurée par des militants de la guérilla zapatiste non armés.

Les autorités mexicaines ont annoncé qu'elles ne s'opposeraient pas à l'Autre Campagne, tant que ses promoteurs resteraient dans le cadre de la loi. Des sympathisants mexicains et étrangers (américains, canadiens, italiens et allemands) accompagnaient la caravane zapatiste entre La Garrucha et San Cristóbal de las Casas. La plupart des militants, sans armes, avaient le visage caché par des cagoules de laine noire. Des slogans peints sur la carrosserie des véhicules du convoi disaient : "Vive la société civile nationale et internationale!", "Vive l'autre campagne!"

Bolivie : Les Guarani face aux pétroliers

L'assemblée du peuple Guarani de Bolivie dénonce l'entreprise espagnole REPSOL-YPF pour violation des droits territoriaux et non respects des conventions internationales.

En novembre de cette année, le peuple guarani d'Itika Guasu, qui habite dans la province d'O'Connor du département de Tarija, où se trouve le grand gisement gazier de Margarita, s'est réuni en assemblée. Son objectif était de dénoncer devant l'opinion publique nationale et internationale les abus que commet l'entreprise REPSOL-YPF contre les communautés guarani qui habitent le territoire d'Itika Guasu, en violant les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux établis par la Constitution politique de l'État, la Convention 169 de l'OIT (Loi 1257) et la Loi sur les hydrocarbures.

L'assemblée a produit le communiqué suivant :

"L'Assemblée du Peuple Guarani d'Itika Guasu dénonce devant l'opinion publique nationale et internationale que l'entreprise REPSOL-YPF viole en Bolivie les droits que nous avons en tant que peuple indigène en entreprenant de nouveaux travaux à l'intérieur de notre territoire sans consultation préalable et informée.

REPSOL-YPF, sans respecter la culture guarani, a pénétré dans le territoire d'Itika Guasu provoquant des dégâts sur notre environnement, détruisant nos forêts, faisant fuir les animaux sauvages dont nous dépendons pour notre subsistance et bouleversant notre mode de vie.

REPSOL-YPF est entrée dans notre territoire pour y effectuer des activités de prospection, d'exploration et d'exploitation, et elle l'a fait en violant systématiquement notre droit à la consultation préalable et informée établi dans la Convention 169 de l'OIT qui, depuis 1991, est aussi la Loi n° 1257 de la République.

Depuis 1997, REPSOL-YPF viole nos droits car, au lieu de respecter notre structure organisationnelle et les autorités communales et régionales, elle cherche à provoquer la division de nos communautés. Pour y parvenir, elle utilise une publicité mensongère destinée à faire croire que le peuple guarani est satisfait de la conduite de l'entreprise pétrolière, alors qu'il existe en fait chez les habitants une attitude de rejet à l'égard de son action.

Aujourd'hui, malgré les nombreux rapports rédigés par les contrôleurs indigènes de Itika Guasu où l'on demande à l'entreprise de protéger l'environnement, de modifier sa conduite irrespectueuse à l'égard de nos communautés, de cesser de violer les lois nationales et les conventions internationales, les atteintes à notre territoire se poursuivent et s'accumulent, l'entreprise profitant de l'attitude laxiste de l'État bolivien qui, tout en connaissant nos plaintes, n'a rien fait pour protéger les droits indigènes que REPSOL-YPF est en train de violer."

World Rainforest Movement